

## Logiques idéologiques, démographiques et économiques du génocide

Hamt Bozarslan (CETOBACK/EHESS)

dans *Le Génocide arménien, 1915-2015, Cent ans de recherches* – Colin, 2015, pp 128-138

Le processus d'extermination des populations non-musulmanes entrepris entre 1914 et 1917-1918, dont le génocide des Arméniens constitua la phase paroxystique, peut être expliqué par quatre registres complémentaires qui permettent de comprendre les logiques meurtrières en œuvre sous le régime unioniste (*du Comité Union et Progrès au pouvoir depuis 1908*). Alors que le premier de ces registres puisait dans le darwinisme social pour présenter les relations entre les communautés humaines comme une lutte à mort entre «espèces», le deuxième appréhendait la nation dominante (millet-i hakime) simultanément comme maître et esclave, bourreau et victime. Le troisième registre qui portait sur la purification religieuse, voire déjà ethnique, des provinces ottomanes à l'origine de la Turquie républicaine, s'accompagnait d'un quatrième, l'islamisation et la turcification de l'économie par la confiscation des ressources dont disposaient les communautés non-musulmanes.

(...) Le premier de ces registres est désormais bien connu. Si les cercles unionistes avaient été influencés lors de leur long exil par de nombreux courants et écoles de pensée, du positivisme, religieux ou scientifique, au socialisme, le darwinisme social ne constitua pas moins l'ossature idéologique du Comité après sa refondation en 1905-1906. (...) La combinaison de la médecine, science de la vie s'il en est, et du métier des armes, autrement dit de la mort, que nombre d'Unionistes pratiquaient contre les comitadji balkaniques, leurs ennemis et modèles, leur permettait d'imaginer le corps «national» comme un organisme vivant. Celui-ci ne pouvait être purifié et régénéré que par l'intervention de ses élites militaires et civiles, les seules catégories encore immunes de la déchéance ottomane. [*Les responsables des jeunes Turcs comme Nazim et Talaat ont*] réalisé le passage du darwinisme social théorique à sa version (opérationnelle). Sous leur règne, la «doctrine» (...) allait, avant tout, accélérer la biologisation du vocabulaire politique ottoman, processus déjà enclenché sous Abdülhamid II (*le dernier sultan ottoman 1876-1909*).

(...) Le terme de «microbe», «vivant du corps de la nation turque», allait être largement utilisé pour parler des non-musulmans de l'Empire. L'inimitié entre les «espèces» ethniques et confessionnelles, de plus en plus ouvertement appréhendées comme des races distinctes, s'imposait dès lors en principe transcendant l'histoire pour en forger le sens ultime. Certes, on ne peut parler d'une chaîne de causalité mécanique entre l'apprentissage, au demeurant rudimentaire, du matérialisme biologique ou du darwinisme social, et une violence de nature exterminatrice. (...) Mais les cercles unionistes, et plus généralement, l'intelligentsia militaire et civile turque/ottomane, n'étaient pas moins habités par la certitude scientifique et idéologique que leur offrait leur croyance dans l'enseignement qu'ils avaient reçu; quant à l'aspect rudimentaire de leurs savoirs, il leur permettait de réduire la «doctrine» à une philosophie axiologique (*en rapport avec des valeurs*) qui, dans la mesure où elle était sans nuance, sans contradiction et sans critique interne, devenait «immédiatement applicable». Ainsi redéfini, le darwinisme social apportait autant une explication qu'une réponse à la «déchéance» de la «grande mais pauvre race turque», et indiquait la seule voie possible pour assurer sa survie en tant qu'«espèce» avant de la renforcer.

De plus, la «doctrine» allait de pair avec deux autres croyances qui, loin de contredire sa «scientificité», la complétaient et radicalisaient à l'extrême : la Mission historique et le Destin. Bien que nés à des dates différentes (1874-1881/82), les dirigeants du Comité avaient la conviction qu'ils constituaient une seule génération de jeunes dont la mission consistait à régénérer la nation (...) Ne souffrant aucune contestation ni doute, cette «vocation» supprimait par définition toute notion de responsabilité juridique et politique; si c'était bien la Déesse de l'Histoire qui leur fixait cette Mission, qu'elle avait, dans sa Raison connue d'elle seule, refusé à leurs aînés, c'était aussi elle qui commandait en dernière instance la «roue de la fortune» (çark-i felek), transformant ainsi l'élite unioniste en un actant privé de tout libre arbitre. On comprend ainsi aisément l'absence du moindre regret dans les mémoires post-1918 des unionistes (...)

La caution de la Science ne laissant aucun doute sur la cause de la chute des Turcs et la voie

à suivre pour gagner la «lutte pour la survie», l'urgence axiologique exigée par la Mission historique, enfin, un maître d'œuvre nommé Destin... Cette alchimie puissante, dont le sens et la cohérence s'exacerbaient par ses contradictions mêmes, nous invite à sortir de la dichotomie opposant l'intentionnalité des acteurs des crimes de masse et les effets d'un contexte de guerre qui leur dicterait leur conduite. C'est seulement en prenant en compte l'univers scientifique, idéologique et mystique dans lequel baignait l'unionisme qu'on comprendrait les raisons pour lesquelles le projet d'extermination, pourtant encore totalement absent au tout début janvier 1915, devenait deux mois plus tard immédiatement et pleinement doté de sens seulement.

Au-delà de l'impact du darwinisme social, il importe également de prendre en considération les effets du processus d'auto-radicalisation bien étudiés dans le cas de la Shoah à travers la notion de la «radicalisation cumulative», mais aussi, partiellement étudiée dans le contexte ottoman (...) Il est évident que la vertigineuse chronologie politique et militaire de l'Empire après la proclamation de la Deuxième monarchie constitutionnelle (l'indépendance de la Bulgarie et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (1908) par l'Autriche-Hongrie, l'occupation de la Libye par l'Italie, la révolte, puis l'indépendance de l'Albanie, la débâcle balkanique de 1912, enfin, le déclenchement de la Première Guerre mondiale salué comme le moment de la revanche turque sur l'histoire avant de connaître sa première défaite écrasante à Sarikami, joue un rôle décisif dans le processus de radicalisation unioniste. Elle explique que les unionistes développent une double subjectivité par laquelle ils perçoivent les Turcs comme dominants et victimes, comme «race des vainqueurs» destinée à «faire trembler le monde» pour l'administrer ensuite «par la justice» et «nation prolétarienne» opprimée par les autres «composantes» de l'Empire. L'unionisme est parfaitement conscient qu'il représente la nation dominante, et pourtant... vaincu. Il est ce maître juste à qui le droit à la domination, assuré par la conquête, est contesté par ses «anciens esclaves». L'analyse, même sommaire, du discours unioniste tel qu'il se reflète dans un nombre infini d'essais, proses et poésies, montre en effet clairement que les cercles unionistes ne déplorent pas seulement la perte des territoires dont ils sont pour la plupart issus, ou l'humiliante et amère défaite militaire dans les Balkans mais aussi, voire surtout, la remise en cause de leur droit à la domination.

De plus, qu'ils soient originaires des Balkans ou s'en revendiquent pour y avoir fait leurs armes au sens propre du terme, la plupart des cadres unionistes se considèrent comme(...) une aristocratie (...) dont le destin est de dominer l'Empire auquel leurs ancêtres avaient donné naissance. (...) Or, suite aux pertes territoriales lors des Guerres balkaniques, [ils] subissaient une déchéance infligée par leurs «esclaves», dont ils estiment pourtant avoir assuré la survie dans la justice inhérente à leur domination. Une telle subjectivité, intérieurisée et amèrement vécue, mais aussi savamment orchestrée par un dense réseau associatif, des manifestations publiques ou encore la force de la poésie, permettait un transfert de la haine unioniste et sa soif vengeance à l'encontre des chrétiens des Balkans sur leurs coreligionnaires de l'Anatolie. Ce noir univers émotionnel devenait d'autant plus meurtrier qu'il autorisait le «maître» à monopoliser simultanément le droit de «châtier» en tant que bourreau, et celui de se révolter pour livrer la «bataille ultime» de la délivrance en tant que victime.

(...) la clef de lecture de la fin de l'Empire ottoman, et pas seulement du génocide arménien, se trouve dans ce refus d'accepter l'égalité, laquelle aurait exigé de leur part de renoncer à dominer pour se fondre parmi les autres «composantes» (anasir) de l'Empire. Pour reprendre un texte de Hüseyin Cahid (Yalçın, 1876-1957), rédacteur en chef du journal officiel du Comité Union et Progrès Tanin rédigé bien avant le génocide:

*«Ce sont les Turcs qui ont conquis ce pays. Les sacrifices qu'ils ont consentis pour y parvenir constituent les pages les plus fascinantes, les plus fières de l'histoire [...]. Les Turcs ont aujourd'hui, dans les pays qui sont sous leur administration, un droit historique, un droit de conquérant vieux de plusieurs siècles. Ce pays ne peut devenir un jouet {pour accomplir} l'intérêt particulier des composantes non-musulmanes. Quoi qu'on en dise, la nation dominante dans ce pays sera la nation turque.»*

L'insistance, dans ce discours, sur la Turcité au détriment de l'islam ou de la communauté

musulmane(...) est d'une signification limpide. Il serait cependant difficile de penser que l'islam, non pas comme croyance, mais en tant qu'appartenance communautaire et système juridique, n'intervient pas dans la formation de l'équation identitaire du Comité Union et Progrès. La doctrine d'Etat de l'islam, qui s'inspire du modèle prophétique avant d'être codifiée progressivement au cours des siècles suivants, ne conçoit en effet pas le pacte de la dhimmitude [=statut des dhimmis, religieux monotheïstes protégés en échange d'un impôt par tête] comme la simple capitulation des non-musulmans à un Etat musulman; elle exige en effet que la soumission soit explicitement actée et reconnue comme humiliante, que l'inégalité soit tout aussi explicitement consentie par les soumis comme condition de leur survie. C'est d'ailleurs bien la promesse des réformateurs des Tanzimat (1839-1876) d'instaurer l'égalité entre musulmans et non-musulmans qui suscite les réactions les plus vives à leur encontre. (...) Cevdet Pacha, (...) considérait la proclamation de l'égalité interconfessionnelle comme un jour de deuil; Abdülhamid I lui-même précisait que «nous ne pouvons accepter dans les frontières de notre Etat que les gens de notre nation, ceux qui partagent les mêmes croyances religieuses que nous». Autant de précurseurs d'un nationalisme turc et islamique profondément antichrétien. Le refus du principe d'égalité confessionnelle, qui avait été l'un des facteurs déclencheurs des massacres des Arméniens entre 1894 et 1896, ne datait donc pas du pouvoir unioniste, lequel ne brille du reste pas par son attachement à l'islam comme religion.

Mais la réactivation de la frontière qui sépare les musulmans des non-musulmans en terre d'islam en tant que frontière ethnique et biologique, ne pouvait que radicaliser à l'extrême l'axiologie unioniste. [Ce constat] permet cependant de comprendre pourquoi les réformes ottomanes de la période des Tanzimat, qui voulaient sincèrement instaurer l'égalité entre les musulmans et les non-musulmans échouèrent, pourquoi Istanbul fut infiniment plus brutal dans la gestion de sa pluralité ethnique et confessionnelle que Vienne, pourtant siège d'un Empire autocratique, voire Saint-Petersbourg, considéré comme la capitale des ténèbres asiatiques. Au-delà du refus d'accepter un régime d'égalité, force est de reconnaître que la combinaison de la puissance, qui caractérise d'habitude le bourreau, et du droit à la révolte, qui légitime en règle générale l'action de la victime, produit une dynamique exterminatrice hors du commun. Soi-disant victime, mais pleinement bourreau assoiffé de vengeance, le dominant, cet ange-démon, est intimement convaincu du bien-fondé de sa cruauté, laquelle ne représente à ses yeux que le juste châtiment à l'encontre de tout esclave déloyal à son maître. (...)

Il serait erroné de classer les deux registres précédemment évoqués purement et simplement sous la rubrique de l'irrationalité; nous l'avons précisé, ils constituent en réalité les pierres angulaires d'une vision du monde qui se nourrit autant d'une sombre subjectivité que d'une haute densité «scientifique», à charge pour la Science d'accomplir in fine la mission de la délivrance nationale. En deçà de cet horizon, cependant, la science, appréhendée cette fois comme technicité et méthode, aussi rationnelle que rationalisante, accomplit d'autres tâches que lui fixe le pouvoir unioniste: contrôler l'espace, maîtriser le temps, mobiliser efficacement les ressources, se projeter, à l'aide de croquis, études, collecte de statistiques, calculs... dans un avenir proche, voire immédiat. Elle dote en somme l'ingénierie démographique et économique unioniste, impressionnante par sa précision et la clarté de ses objectifs, des instruments dont elle a besoin.

Grâce aux mémoires, documents d'archives disponibles et aux énormes acquis de la recherche menée ces dernières décennies, on peut désormais affirmer qu'Abdülhamid II était déjà en mesure de mettre en place une ingénierie démographique d'une grande rationalité. Mais tout indique que le Sultan, qui ne relâchait pourtant nullement la pression militaire sur les Balkans comme le montre la terrible répression de la Révolte de Saint Élie en 1903, avait fait son deuil symbolique de ces territoires qu'il savait à terme destinés à être perdus. L'élite unioniste, par contre, incarne une génération qui vit ce deuil dans sa chair, dans ses conséquences pratiques à gérer, mais aussi avec de nouvelles opportunités. Peu de temps après le pronunciamiento, en effet, elle se trouve maître d'une Anatolie, terme déjà élargi à l'ensemble de l'Asie Mineure, qu'elle ne connaît pas, et des provinces arabes qu'elle méprise profondément. Très tôt, elle considère le nettoyage ethnique par la violence, que l'État ne peut officiellement assumer, comme la seule technique permettant la purification démographique de la région d'Égée (...)

Il serait illusoire d'expliquer le génocide, un processus parfaitement maîtrisé, par les seules considérations démographiques. Mais la démographie comme pensée politique, technique d'aménagement de l'espace et horizon «national» à atteindre n'intervient pas moins lourdement dans l'ensemble du processus. Rapidement, en effet, l'objectif unioniste s'affiche clairement: l'élimination de la quasi-totalité des Arméniens dans l'espace micrasiatique [=ouest de la Turquie actuelle], puis la réduction de leur nombre à un seuil donné (souvent 2 %, parfois jusqu'à 10 %) au sein de la population des localités arabes où les survivants seraient «transférés».(...)

(...) Sauf exception, force est de reconnaître que le génocide consolide la présence déjà écrasante des Kurdes, dont certains dignitaires, ruraux ou urbains, participèrent d'ailleurs aux meurtres. (...) Tout indique que le pouvoir unioniste poursuivait pleinement l'un ou l'autre, puis dans un deuxième temps, l'un et l'autre, de ces objectifs d'«islamisation» et de «turcification», tant ils étaient, à ses yeux, contradictoires et pourtant complémentaires. On observe aussi que la kurdification démographique des vilayets de l'Est l'inquiète grandement au point de le pousser à procéder, dès la fin de 1916, autrement dit une fois le génocide des Arméniens quasiment achevé, à la déportation de centaines de milliers de Kurdes. Les télégrammes de Talât, [Grand Vizir] insistent sur la nécessité de disperser ces Kurdes au sein de la population anatolienne de sorte qu'ils ne dépassent pas un certain «seuil»démographique. (...)

Une pensée démographique précédant ou accompagnant les pratiques exterminatrices ne peut être comprise en dehors du darwinisme social sur lequel nous avons insisté au début (...) le pouvoir unioniste autorise, dans la foulée des massacres et des déportations, le mariage des jeunes filles (18 août 1915), puis des veuves arméniennes (30 avril 1916) avec des musulmans. Un siècle après le génocide, on ne cesse de réévaluer à la hausse l'ampleur de cette «confiscation» massive de la gente féminine, convertie de force à l'islam et réduite à un silence déchirant jusqu'à une date tardive, voire enterrant son secret avec elle. Cette dimension «genrée», qui interdit la reproduction du groupe dans la durée, caractérise, précisément, le crime du génocide au sens de la convention de 1948. Sans doute en moindre nombre, les enfants censés être trop jeunes pour garder le souvenir explicite de la tragédie, sont également «confisqués» et islamisés. (...)

Le 5 décembre 1916, l'homme fort du régime écrit à l'émir ottoman de la Mecque : «Je suis retourné [à Istanbul] après m'être rendu aux préfectures et sous-préfectures de Konya, Ankara, Sivas et Harpout en Anatolie. Durant ce voyage, j'ai pu, avec fierté, prendre la mesure des sacrifices auxquels consentent les musulmans. Quand on observe les choses depuis ces contrées, on apprécie mieux le bien-fondé de la décision de déporter les Arméniens. Les populations des lieux occupés [par les ennemis] sont entièrement réinstallées. Grâce aux commerces et biens abandonnés par les Arméniens, elles ont commencé une vie d'artisans et de commerçants, alors que par le passé elles ne connaissaient nullement l'artisanat. »

(...)Contrairement à ce qu'on a pu (trop souvent) écrire, les Grecs et les Arméniens ne dominaient pas l'économie ottomane. Dans les provinces de l'Est, notamment, les Arméniens avaient subi, entre 1894-1896, non seulement des massacres d'une grande ampleur, mais aussi une véritable paupérisation due à la confiscation de nombreuses terres arables par les tribus kurdes (...) L'émigration massive vers les deux Amériques qui avait suivi les massacres, avait encore réduit le poids de la communauté.

(...)Talât précisait (...) dès le 15 juillet 1915 dans un ordre envoyé aux autorités locales: «Faites savoir au chef de la Commission des propriétés abandonnées que la solution définitive du problème arménien ne peut être atteinte que par le biais du transfert et la déportation des Arméniens et l'accroissement de la population musulmane par l'installation des réfugiés et des tribus à leur place.» (...) la première loi sur les «bien abandonnés» est promulguée le 30 mai 1915, à savoir, trois jours après le début officiel des déportations), l'opération de (transfert des richesses» n'était pas prévue de longue date; elle constituait cependant la conséquence logique et parfaitement rationnelle du génocide.